

**FRANCE**

# CP à douze élèves et contrats aidés : la rentrée contrastée de Macron

**Le chef de l'Etat et le ministre de l'Education étaient en Moselle pour promouvoir le dédoublement des CP en « REP+ ». « Tous les professeurs savent que c'est une méthode efficace », assure Jean-Michel Blanquer.**

**Marie-Christine Corbier,**  
à Forbach  
[@mccorbier](#)

Des youyous mêlés aux huées : l'accueil d'Emmanuel Macron à Forbach (Moselle), lundi, pour sa première rentrée scolaire, a été à l'image de cette rentrée contrastée. D'un côté, il y a la mesure phare des CP dédoublés à douze élèves dans les 2.500 écoles les plus défavorisées, classées en réseaux d'éducation prioritaire renforcés – dits « REP+ ». Une mesure approuvée par sept personnes interrogées sur dix, selon un sondage YouGov France pour le HuffPost et CNews publié lundi. C'est dans l'une de ces écoles de Forbach que s'est rendu le chef de l'Etat, lundi, en compagnie du ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, et de la secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées, Sophie Cluzel.

« Pour la première fois, on prend une mesure considérée comme ce qu'il y a de plus efficace au plan mondial pour lutter contre la difficulté scolaire dans les territoires défavorisés », a insisté Jean-Michel Blanquer, agacé des critiques que lui objectent les syndicats. Il a souligné

l'importance de « la personnalisation des apprentissages » dans l'école visitée, et a vanté « une bonne mesure, acceptée avec enthousiasme par tous les professeurs qui savent bien que c'est une méthode efficace ». Le dédoublement débouche, dans 86 % des écoles concernées, sur deux enseignants dans deux classes séparées. Dans les autres cas où le dédoublement physique n'a pas été possible, les deux enseignants exercent dans la même classe.

## Fin du dispositif « plus de maîtres que de classes »

Les syndicats, de leur côté, mettent en doute l'efficacité de la méthode comparée au dispositif du « plus de maîtres que de classes » – ces maîtres en plus qui viennent soutenir les autres enseignants dans les écoles –, dont le nombre a été réduit alors que le dispositif n'a pas encore été évalué. A Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise, près d'une école sur deux était fermée lundi, avec des enseignants grévistes qui dénoncent les suppressions de postes engendrées par la fin de ce dispositif, installé sous le gouvernement précédent.

Plusieurs syndicats avaient aussi appelé à la grève pour dénoncer la suppression de contrats aidés. C'est l'autre image de cette rentrée. La semaine dernière, Matignon avait demandé à trois ministres – Jean-Michel Blanquer, Sophie Cluzel, et Jacques Mézard (Cohésion des territoires) – de recevoir dans l'urgence les associations de collectivités locales. La rectrice de la région académique, Florence Robine, ancienne numéro deux du minis-

tère de l'Education, lorsque Najat Vallaud-Belkacem était ministre, s'est inquiétée, à Forbach, de la suppression de contrats aidés dans l'académie : « Nous en avons 2.500 et 515 ont été supprimés », a-t-elle indiqué, tout en reconnaissant avoir bénéficié de la création de 300 emplois d'AESH (assistants d'éducation spécialisés dans le handicap). Cet encadrement des enfants handicapés est ce sur quoi insiste le ministre de l'Education : « On a 80.000 encadrants, on n'en a jamais eu autant ! »

Mais il y a les autres, les 23.000 contrats aidés qui servaient à l'encadrement des élèves, au temps de la cantine ou à l'aide administrative des directeurs d'école. « Les inspecteurs d'académie et les préfets travaillent pour voir au cas par cas, comment aider les communes », rétorque Jean-Michel Blanquer. Ignorant les journalistes, le chef de l'Etat, lui, n'a rien dit, ni de sa mesure phare de campagne ni des contrats aidés. ■



► 5 septembre 2017 - N°22522



**Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, et le président Macron visitaient lundi une école de Forbach.**

*Photo Philippe Wojazer/AFP*